

preuve d'aucune initiative personnelle, vote avec son gouvernement et suit comme une brebis—une douce brebis. C'est ce qu'il a fait jusqu'à date.

M. Rocheleau: On tire sur la chaîne et les pattes se lèvent.

M. Lapierre: Nous, au Bloc québécois, nous raisonnons individuellement et nous prenons des décisions individuelles.

M. Rocheleau: Éclairées.

M. Lapierre: Dans ce sens, je peux lui dire que son projet de loi, on va le rejeter massivement parce qu'il n'est pas respectueux des traditions de négociation au Canada. C'est de la pure provocation. Ce gouvernement est tellement paniqué à 12 p. 100 qu'ils sont même prêts à s'en prendre à leurs propres fonctionnaires pour essayer d'avoir l'air de gouverner. Gouverner ne se fait surtout pas par la provocation. Par conséquent, le député de Saint-Maurice devrait avoir honte de participer à cette provocation tout simplement pour marquer des points politiques stupides qu'ils ne réussiront même pas à marquer.

Aujourd'hui, c'est une triste journée pour le mouvement syndical. C'est une triste journée pour la responsabilité gouvernementale parce que ce gouvernement a voulu se servir des fonctionnaires pour essayer de marquer des points politiques. Et heureusement la population canadienne a vu à travers ça et c'est pour ça qu'ils sont encore dans la cave des sondages politiques.

M. Pronovost: Évidemment comme d'habitude, le député du Bloc québécois ne s'est pas attardé à parler du fond de la question. Ils ont une manie. Ils se lèvent le matin et ils ont des sondages. Ils se couchent le soir et ils ont encore des sondages. Ils ne pensent qu'à ça.

Monsieur le Président, nous, on ne pense pas aux sondages, on gouverne. Ce n'est pas facile d'endurer des gens comme ça mais on va finir par passer au travers. Ce que je peux vous dire, monsieur le Président, quand je me lève en cette Chambre, c'est que contrairement au député de Shefford, j'ai à coeur l'intérêt du Québec et du Canada. Lui, il ne peut plus dire cela maintenant. Il vient tenter de défendre les fonctionnaires fédéraux. Qu'est-ce qu'il fait dans ce débat actuellement? Qu'est-ce qu'il fait ici dans cette Chambre des communes? On pourrait se poser la question longtemps. Ce que je sais cependant, monsieur le Président, c'est qu'à Québec, au gouvernement du Québec, c'est 0 p. 100 d'augmentation pour six mois pour les fonctionnaires, et les syndicats l'ont accepté! Il y a eu un consensus social. Pourquoi on ne l'a pas ici? Pourquoi les gens du Bloc québécois n'appuient-ils pas le gouvernement? Monsieur le Président, c'est bien

Initiatives ministérielles

simple, c'est parce que ces gens-là veulent que le pays aille tout croche, ils font tout pour que le pays aille tout croche, pour que ça aille mal, et voilà pourquoi, monsieur le Président, il faut dénoncer les gens du Bloc québécois qui sont absolument incapables de prendre leurs responsabilités en cette Chambre. Pour ce qui est de la politique, on se reverra dans deux ans, on se reverra dans Shefford, et les gens de Granby auront l'occasion de régler le cas du député de Shefford en temps et lieu.

Je conclurai, monsieur le président, si vous me le permettez, en disant que les offres salariales et normatives que nous faisons aux fonctionnaires de l'État demeurent parmi les meilleures conditions de travail qui existent dans ce pays. Qu'est-ce que vous voulez avoir de plus? Les meilleurs fonds de pension qui existent, le meilleur plan dentaire qui existe. Comparez avec celui des provinces, il y a tout de même des limites de rire du monde, de venir dire que les fonctionnaires sont en train de mourir, qu'on est en train de sortir le fouet! Bien voyons donc, monsieur le Président, c'est sûr qu'on voudrait donner plus aux fonctionnaires, mais il y a une réalité budgétaire, on a 192 milliards de dollars à notre disposition et je ne pense pas qu'on puisse en dépenser plus comme les gens du NPD, comme les gens du Parti libéral du Canada nous le demandent.

Il est temps de mettre fin à ces folies et de demander aux députés de l'opposition de revenir sur terre et de quitter la planète sur laquelle ils siègent actuellement.

[Traduction]

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai demandé à un des députés qui a pris la parole précédemment, s'il savait combien le gouvernement avait dépensé dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, juste avant les élections partielles qui ont conduit à l'élection du nouveau chef du Bloc québécois.

Je pense que c'est un point intéressant, car si cet argent avait été offert aux travailleurs de la fonction publique qui sont en grève maintenant, il n'y aurait peut-être pas eu de grève au Canada. Aucun des discours des ministres du gouvernement et des députés de la majorité, qui parlent de la nécessité de réduire les dépenses, n'a mentionné cet aspect de leur administration.

S'il y a une élection partielle où ils veulent faire élire un des anciens amis du premier ministre, ils ont l'argent qu'il faut. S'il y a une élection provinciale en Saskatchewan, ils ont l'argent qu'il faut. S'il y a des élections en Colombie-Britannique, il y a de l'argent. Avant les élections de 1988 où ont été élus certains des députés de la majorité, le gouvernement avait tout l'argent qu'il voulait et il a essayé de le dépenser.